

Du Sud au Nord, un transfert de richesses invisible et colossal

Partage international n° [394](#) - Juin 2021

par Kenny Stancil

Les puissances capitalistes ont extrait 125 000 milliards d'euros des pays du Sud depuis 1960. Ce montant résulte d'une étude récente qui cherche à quantifier la perpétuation des inégalités. Dans un essai publié pour *Al Jazeera*, écrit le 6 mai 2021, trois chercheurs en sciences sociales - Jason Hickel, anthropologue spécialisé en économie et professeur à l'université de Londres, Dylan Sullivan, étudiant en économie politique à l'université de Sydney, et Huzaiifa Zoomkawala, chercheur indépendant établi au Pakistan - ont expliqué comment ils sont parvenus à ce chiffre. La découverte a été publiée dans le journal *New Political Economy*.

D'après les trois auteurs, les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Israël, le Japon, la Corée du Sud et les économies développées d'Europe s'approprient l'équivalent de 1 800 milliards d'euros par an de ressources et de main d'œuvre, incorporées dans des matières premières ou des produits de haute technologie qui sont de plus en plus fabriquées au Sud - au dépens des pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Un quinzième de ce montant permettrait de mettre un terme à l'extrême pauvreté dans le monde. Sur toute la période 1960-2020, la « fuite » a représenté un total de 62 000 milliards d'euros en valeur réelle. Cependant, si ce montant avait été retenu par les pays du Sud et avait contribué à la croissance du Sud, il se monterait aujourd'hui à 125 000 milliards d'euros selon les taux de croissance de cette période.

« *Les pouvoirs impériaux se sont retirés du Sud, emportant leurs drapeaux et leurs armées vers le milieu du XX^e siècle* », notent les chercheurs, alors comment expliquer la persistance de ces schémas d'exploitation et d'extraction depuis lors ?

« *Dans les décennies suivantes, les économistes et les historiens tenants de la « théorie de la*

dépendance » *avançaient que les facteurs qui sous-tendaient l'appropriation coloniale restaient en place et continuaient de définir l'économie mondiale, poursuivent les auteurs. L'impérialisme n'a jamais cessé, affirmaient-ils - il a seulement changé de forme. Ils avaient raison.* »

Un transfert de valeur cachée

Les auteurs renvoient à de récentes recherches qui démontrent que l'inégalité économique mondiale se perpétue à travers des échanges inégaux. Bien qu'importateurs nets de matériaux, d'énergie, de terre et de travail incorporés dans le flux international de biens de consommation, les pays à hauts revenus y gagnent en termes de balance commerciale, alors que les pays à faibles revenus font face à une balance déficitaire.

J. Hickel, Sullivan et Zoomkawala expliquent ainsi ce phénomène : « *Cette appropriation nette résulte des écarts de prix, lesquels sont systématiquement plus faibles au Sud qu'au Nord. Par exemple, le salaire d'un ouvrier du Sud atteint en moyenne un cinquième de celui du Nord. Cela signifie que chaque unité de main d'œuvre ou de ressources incorporée que le Sud importe du Nord devra être compensée par bien plus d'exportations.* »

Les économistes Samir Amin et Arghiri Emmanuel ont décrit la situation comme un « *transfert caché de valeur* » depuis le Sud, qui entretient les hauts niveaux de salaires et de consommation au Nord. L'extraction a lieu subtilement et de façon presque invisible, sans la violence manifeste de l'occupation coloniale, sans donc provoquer de protestation et d'indignation. Et selon les auteurs, « *la captation a énormément augmenté pendant les années 1980 et 1990, quand les programmes néolibéraux d'ajustement structurel étaient imposés partout au Sud.* »

Selon les chercheurs, l'appropriation de la richesse des pays pauvres est devenue tellement significative qu'au cours des dernières décennies, elle a « *dépassé le taux de croissance économique* » des pays du Nord.

Il existe des solutions

Sur la même période, dans les pays du Sud, « *ces*

pertes dépassaient très largement le montant des aides étrangères. Pour chaque dollar d'aide que le Sud reçoit, il perd 14 dollars par captation du seul fait de l'inégalité des échanges, sans compter d'autres formes de pertes comme les flux (sortants) financiers illicites et le rapatriement des profits, continuent-ils. Le discours sur l'aide internationale dissimule la sombre vérité du pillage, observent les auteurs. Ce sont les pays pauvres qui développent les pays riches, non le contraire. »

Les trois chercheurs le rappellent : les pays développés détiennent le monopole de la prise de décision à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI) ; ils détiennent la plus grande partie du pouvoir de négociation à l'Organisation mondiale du commerce ; ils se servent de leurs pouvoirs en tant que crédateurs pour dicter les politiques économiques des pays débiteurs ; et ils détiennent 97 % des brevets dans le monde. Cela permet aux pays du Nord et aux multinationales de faire levier pour réduire les coûts de la main-d'œuvre et des ressources dans les pays du Sud, aboutissant à une appropriation nette par le commerce.

Pendant les années 1980 et 1990, les programmes d'ajustement structurels du FMI ont contraint le Sud à réduire les salaires et l'emploi du secteur public, ainsi que le droit du travail et d'autres mesures de protection, l'ensemble ayant conduit à diminuer les coûts du travail et des ressources. Aujourd'hui, les pays pauvres sont structurellement dépendants des investissements étrangers et n'ont d'autre choix que d'entrer en compétition entre eux - d'offrir une main-d'œuvre et des ressources bon marché - afin de plaire aux barons de la finance internationale. Un flux constant de gadgets jetables et de mode éphémère est ainsi garanti, mais à un prix exorbitant en vies humaines et pour les écosystèmes au Sud.

« Potentiellement, des solutions existent, remarquent les auteurs. Une façon de résoudre ce problème serait de démocratiser les institutions de la gouvernance économique mondiale, pour que les pays pauvres soient mieux représentés au moment de définir les termes du commerce et de la finance. Une autre étape consisterait à s'assurer que les pays pauvres puissent mettre en place des droits de douane, des subventions et d'autres politiques industrielles afin de se construire des moyens économiques souverains. La mise en place progressive d'un système mondial garantissant un revenu pour vivre et d'un cadre international de régulation environnementale constitueraient d'autres options pour fixer un prix plancher au travail et aux ressources.

« Tous ces changements permettraient au Sud d'obtenir une part plus juste des revenus du commerce international. Ils se trouveraient libres de mobiliser leurs ressources afin de mettre un terme à la pauvreté et de pourvoir aux besoins de leurs populations, concluent les chercheurs. Cependant, atteindre ces objectifs ne sera pas facile. Cela demandera un front uni et organisé de la part des mouvements sociaux luttant pour un monde plus juste, contre ceux qui profitent à l'excès du statu quo. »

Auteur : Kenny Stancil, journaliste à Common Dreams.

Sources : commondreams.org, reproduit sous licence Creative Commons

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()